



Perspectives de récoltes moyennes en Afrique de l'Ouest

A l'issue d'une concertation régionale sur les perspectives de récoltes agricoles et alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest, du 14 au 16 septembre à Banjul (Gambie), les délégués des pays membres du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le sahel (CILSS), de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), de systèmes régionaux et internationaux d'information sur la sécurité alimentaire et des acteurs humanitaires ont émis [un préavis](#) sur les récoltes dans la région. Il y indique que la campagne 2011/2012 se caractérise par une installation irrégulière des pluies selon les zones. L'ouest du Mali, l'est et le nord du Sénégal, le sud de la Mauritanie, l'ouest du Niger, la bande sahélienne du Tchad et le nord du Nigeria, sont les régions qui ont été les plus touchées par ces irrégularités. Le préavis souligne que l'approvisionnement des marchés atteint néanmoins un niveau normal. La tension sur les prix paraît faible car les records de production, connus lors de la campagne 2010/2011, ont limité l'impact de la hausse des cours sur les marchés internationaux. Le communiqué attire également l'attention des décideurs sur les effets potentiels en matière de sécurité alimentaire régionale d'un arrêt précoce des pluies et de l'augmentation du prix du riz sur le marché mondial.

G20 : lancement du système d'information sur les marchés agricoles

Le ministère de l'agriculture français a annoncé que les premières réunions du Système d'information rapide sur les marchés agricoles (AMIS) et du Forum de réaction rapide se sont tenues le 15 et le 16 septembre à Rome, actant le lancement de ces deux mécanismes inscrits dans le plan d'action adopté par les ministres de l'agriculture du G20 en juin dernier (cf. [lettre hebdo n°357](#)). AMIS vise à améliorer la transparence et l'information sur les marchés du blé, du riz, du maïs et du soja. Il est composé d'un secrétariat au sein de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans lequel sont engagés des organisations internationales, et d'un groupe d'experts issus des principaux pays producteurs, exportateurs et importateurs de denrées agricoles et alimentaires. Le forum de réponse rapide est une instance complémentaire d'AMIS regroupant des responsables des politiques agricoles des pays les plus influents sur les marchés internationaux. Ce forum est un lieu de concertation sur les réponses à apporter en cas de crises des marchés. A l'issue de ces réunions, qui ont fixé les modalités de fonctionnement d'AMIS et du Forum de réponse rapide, la France s'est vu confier la présidence des deux instances pour leur première année de fonctionnement.

Parallèlement à ces réunions, le ministre de l'agriculture français, Bruno Le Maire, a accueilli Josette Sheeran, directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), jeudi 15 septembre. Ils ont estimé que la situation alimentaire dans la Corne de l'Afrique et le niveau élevé des prix alimentaires mondiaux justifient l'application de deux autres mesures du plan d'action du G20 agricole : « *la mise en place de réserves humanitaires d'urgence pré-positionnées dans les régions vulnérables* » et « *la décision du G20 d'exempter l'aide alimentaire transitant par le PAM de toute restriction à l'exportation ou taxe exceptionnelle* ».

Changement climatique : l'Afrique est invitée à développer l'« agriculture intelligente »

Le gouvernement sud-africain, soutenu par l'Union Africaine, l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) et la Banque Mondiale, a organisé le 13 et le 14 septembre, à Johannesburg, une conférence intitulée « *agriculture intelligente : Afrique, un appel à l'action* », rassemblant les représentants de nombreux pays africains et d'organisations internationales. L'« *agriculture intelligente* » est une approche développée par la FAO ayant pour but « *d'accroître de manière durable la productivité agricole et la résilience aux pressions environnementales, en aidant les fermiers à s'adapter au changement climatique* ». Selon le sous-directeur général des ressources naturelles de la FAO, Alexander Muller, cette rencontre a été l'occasion pour l'Afrique de mettre « *l'agriculture intelligente au sommet de son agenda politique* » à quelques semaines de la 17^{ème} session de la conférence des parties de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC), qui se tiendra du 23 novembre au 9 décembre à Durban, en Afrique du Sud. Dans leur déclaration finale, les participants à la conférence ont affirmé la nécessité d'établir un programme de travail sur l'agriculture, couvrant l'adaptation et l'atténuation, lors du sommet de Durban.

Au cours de cette rencontre, la Banque Mondiale a estimé que l'Afrique devra tripler sa production alimentaire au cours des quarante prochaines années pour nourrir sa population, qui doublera durant cette période. Selon Andrew Steer, envoyé spécial pour le changement climatique de la Banque mondiale, cet objectif est d'autant plus dur à atteindre qu'« *en l'absence de mesures fortes, on estime que les récoltes vont diminuer d'environ 28% en Afrique dans les six à huit prochaines décennies, et ce, même si l'on parvient à limiter le réchauffement d'environ 2 degrés, ce que beaucoup d'experts jugent presque impossible* ».

Sources: AFP, PANA, CILSS, Ministère de l'agriculture et de la pêche (France), Agrapresse, FAO, Le Mauricien.